Verbatim des échanges lors de l'UA

Ouverture par Patrice Hemet, porte-parole du MS21

Le thème de notre UA est : "Reprendre le pouvoir". L'ordre capitaliste néolibéral est en crise : brexit, remise en cause du libre-échange par Trump, gilets jaunes, mouvements sociaux spontanés, bulles spéculatives, pandémie... Des stratégies offensives sont mises en place par les classes dominantes : installation d'un contrôle social, préfascisme. Les changements que nous attendons sont-ils atteignables par la voie institutionnelle ?

Atelier 1

Intervenant : Frédéric Viale

Frédéric VIALE, en charge à Attac des mobilisations sur les accords de libre-échange et de l'organisation des Forums sociaux européens entre 2004 et 2014, auteur du « Manifeste contre les accords transatlantiques », ed. Erick Bonnier en 2014 ; co-auteur de « La gauche à l'épreuve de l'Union européenne », ed. Le Croquant en 2018 ; « Le temps constituant (collectif) », ed. Eric Jamet en 2019.

Le libre-échange et l'UE sont des instruments de dépossession démocratique. Le principe du "gouvernement du peuple, par le peuple, pour le peuple" n'est plus respecté. Les institutions de la Cinquième République désignent un despote sans freins, toute la vie politique est écrasée par l'élection présidentielle. Au niveau local, les élus décident seuls aussi. L'UE grave dans le marbre une politique ordolibérale. Les médias ne permettent pas de vrais débats politiques. Il y a aussi une dépossession économique de "ceux qui ne sont rien", ceux qui sont précarisés comme "premiers de corvée". Les privatisations dans l'énergie font monter les prix pour que le marché concurrentiel puisse continuer d'exister !

Les perspectives politiques alternatives ont du mal à exister alors que le système néolibéral est de plus en plus contesté. Les gilets jaunes arrivent après 40 ans de néolibéralisme, les gens ne sont pas dupes. Il ne semble pas y avoir de failles dans le bloc dirigeant. Il y a de très jeunes gens qui abandonnent la technologie pour contester le système. Quant à la gauche, elle est en train de disparaître.

Quels sont les leviers d'action possibles ?

L'UE dispose des instruments essentiels : agriculture, politique commerciale, politique réglementaire (concurrence appliquée aux services publics), politique budgétaire (semestre européen), politique monétaire. Les médias mettent en exergue le Frexit comme un épouvantail.

L'UE est une machine à faire du droit ordolibéral, ce droit est supérieur à notre Constitution. Le droit national devrait donc remettre en cause le droit européen. Avant de parler de Frexit, il faudrait déjà organiser un référendum pour faire primer l'intérêt général, le droit français sur le droit européen, en supprimant l'article 15 de la Constitution (cf décisions de la Cour Constitutionnelle en Allemagne, et les réticences de la Pologne).

L'Etat est conçu par certains comme un instrument de répression. Mais c'est aussi l'outil indispensable pour mettre en œuvre les services publics et organiser l'accès aux droits. L'Etat seul est en capacité de faire face aux nuisances du capital. L'Etat ne trouve plus ses propres forces d'organisations car il s'est mis sous la coupe des lobbies privés.

Nous vivons sous un modèle de médias privés peu contrôlés. Il faut créer un service public des médias sur le modèle de la Sécurité Sociale (financé par des cotisations sociales).

Nous ne pourrons pas éviter un affrontement, mais il vaut le coup d'essayer le jeu institutionnel.

Débat

Les gilets jaunes ont amené de la réflexion sur la démocratie dans les entreprises qui devrait tenir compte des avis des travailleurs, des consommateurs et de l'Etat.

Il faut faire de la pédagogie sur la hiérarchisation de l'info, contre la fusion des intérêts publics et privés.

Remettre en cause la hiérarchie du droit peut provoquer une réaction de l'UE, faut-il attaquer frontalement le Traité de Lisbonne ? La FI propose la désobéissance à l'UE.

Le principe de Sécurité Sociale des médias peut se décrire comme suit : des caisses spécialisées recueillent des cotisations qui servent à financer des médias. La répartition des subventions entre médias est décidée par les caisses. Mais rien d'efficace ne pourra être réalisé sans l'éducation aux bons usages des réseaux sociaux.

La désobéissance aux traités donne la main aux politiques, mais entraîne une guérilla juridique qui entraîne un risque d'enlisement politique. Il y a aussi le risque de remettre en cause l'état de droit. Supprimer l'article 15 permet de donner une perspective de renversement de la table. Le rapport de forces nous est favorable : on ne mettra pas la France en dehors de l'UE.

il faut s'adresser aux "fâchés pas fachos" (gilets jaunes...)

Atelier 2

Intervenant : Pierre Serna

Historien, spécialiste de la Révolution française, auteur de nombreux ouvrages : « Que demande le peuple ? » paru en 2019, et le dernier sorti : « L'extrême centre, ou le poison français » qu'il nous présentera.

Professeur d'Histoire moderne à Paris I (Pantheon- Sorbonne), Directeur de l'Institut d'Histoire de la Révolution française.

Nous vivons dans une matrice héritée de la Révolution. Nous nous inscrivons dans une histoire longue dont nous recommençons toujours les mêmes combats.

Les conditions matérielles de l'exercice du pouvoir font qu'une troisième gouvernance est apparue en dehors de la gauche et de la droite. Les radicalités ont donné des idées aux gauches et droites modérées. Antonelle a inventé le modèle de la démocratie représentative. Mais il y a eu une difficulté à appliquer les lois. L'enjeu de toute révolution réside dans le contrôle du pouvoir exécutif, qui s'autonomise du législatif. Après la Révolution, les révolutionnaires vieillissent, mais ils n'ont pas lâché le pouvoir.

En 1815 paraît le "Dictionnaire des girouettes". Ce sont des personnages qui sont indifférents idéologiquement à un régime politique mais qui sont sensibles aux avantages matériels des fonctions. Les “girouettes” ont écrit des mémoires pour se justifier : certes, le vent a changé, mais leur inconstance n’est pas une trahison... Pierre Serna étudie les discours, les idéologies de ces "girouettes".

Les “girouettes” ont une parole de style néo stoïcien. Ils dénigrent la politique des émotions, font la promotion d'un discours de la modération, du juste milieu. Changer d'idées montre la capacité à s'adapter au réel. Mais cela reste le discours d'une classe sociale dominante. La politique c'est le réel, pas des principes, nous sommes libérés par la Déclaration des droits de l'Homme.

Mais ce discours modéré ne passe pas auprès des sans-culottes. Le pouvoir exécutif se dote donc d'une loi de répression car le peuple n'est pas mûr pour la démocratie, il a cassé son jouet. Le peuple doit être éduqué. Les politiques de répression se sont développées par la construction d'un état d'urgence sous le prétexte de l'Etat de droit. Les “girouettes” ont compris que le pouvoir est dans les ministères. La dépolitisation est un prétexte pour investir l'Etat, pour servir les intérêts d'un groupe dominant. Le

vrai pouvoir c'est le pouvoir exécutif, d'où la nécessité de l'invention d'un personnage fédérateur (Bonaparte...).

En 2017, le candidat Macron a parfaitement appliqué ces principes...

Débat

Les hauts-fonctionnaires ne sont plus neutres, il y a eu fusion des intérêts publics et privés depuis 1981. C'est le dévoiement du principe de la raison d'Etat.

Une classe politique en phase avec des marchés ne peut que faire baisser le niveau d'éthique politique. La Constitution de 1958 donne de façon inconsidérée des pouvoirs au président. La réforme de Jospin, sur l'inversion du calendrier électoral a encore aggravé cet aspect des choses. La mutation du capitalisme mondial va renforcer ces principes. Il n'y a pas de neutralité, les fonctionnaires doivent être républicains et accepter les principes de la Révolution.

La perspective d'une véritable ascension sociale rendait le système supportable, mais celle-ci n'existe plus aujourd'hui.

Atelier 3

Intervenant : Djordje Kuzmanovic

Président du parti " République souveraine" , spécialiste de géopolitique, il présentera son analyse des différents scénarios de reconquête de pouvoir.

Le pouvoir appartient à la finance. Même les USA n'arrivent plus à appliquer la loi anti-trust aux GAFAM aujourd'hui ! La seule internationale qui fonctionne c'est l'internationale du capital. Les capitalistes disposent des instances internationales et des traités de libre-échange. Le capitalisme est en mutation, il est devenu

international, il est à la source de la trahison des élites. Nous sommes dans une lutte des classes internationale. Emmanuel Macron fait bien son boulot. Les 20% des gens les plus favorisés commencent à se rendre compte qu'il y a un risque pour leurs enfants, mais ils continuent à soutenir Macron. Macron est l'incarnation du programme révélé par Denis Kessler (revenir sur les acquis du CNR). Jean-Claude Juncker, ancien président de la Commission Européenne, nous a bien fait comprendre que la démocratie ne pouvait rien contre les traités européens. Leur arme c'est la dérégulation pour casser le cadre national (cf les traités de libre-échange avec les tribunaux d'arbitrage).

Celui qui sera élu ne pourra rien faire, sinon continuer la politique actuelle. Certains partis proposent d'organiser un référendum sur la primauté du droit national sur le droit européen en vue de reprendre le contrôle de notre destin.

L'offensive se fera contre la finance notamment sur la question de la dette. En Grèce, l'audit de la dette a été arrêté le lendemain du "non"au référendum ! Les ultra-riches ont besoin de la dette pour sauver leurs richesses. 98% de la richesse mondiale c'est la finance. Sankara a été assassiné peu de temps après avoir fait un discours sur la dette. Les USA ont 8 000 milliards de dettes, l'UE en a 750 milliards...Haïti paye sa dette depuis Napoléon III ! En France, pourtant la plupart des régimes politiques que nous avons connus ont fait un trait sur la dette.

Nous sommes dans un moment populiste qui exacerbe la lutte du peuple contre l'oligarchie. Il faut pour créer une coalition de type CNR, que la droite fasse des efforts (renoncer au libéralisme) et la gauche aussi (défense de la souveraineté, sécurité à assurer, immigration à réguler...).

Débats

Par rapport à la montée de l'extrême-droite : la gauche doit assumer d'apporter des réponses aux questions de sécurité et d'immigration, même si ces discours servent souvent de diversion pour éviter de parler des vrais sujets (souveraineté...).

Le système cherchera à faire peur avec la dette, pourtant la dette des ménages et des entreprises est bien plus sérieuse que la dette souveraine.

Le paysage politique pour la gauche et la droite est éclaté, ce qui peut contribuer à faire gagner Macron.

Si les relations avec l'Afrique sont transformées, les Chinois et les Américains vont-ils prendre la place ? Comment mener la guerre aux paradis fiscaux et à la corruption ?

En cas de dérégulation, les riches sont favorisés. L'insécurité touche surtout les milieux populaires, L'insécurité se combat par l'éducation, la répression, et la par la réindustrialisation (baisse du chômage).

L'immigration économique n'a plus de sens quand le marché du travail est saturé. La France est un pays d'assimilation.

Concernant l'Afrique, l'exemple de Sankara est mis en avant. La France est une grande puissance maritime qui n'est plus obligée d'exploiter l'Afrique. Les Russes investissent l'Afrique aussi (Centrafrique, Mali). Nous pourrions coopérer réellement avec quelques pays africains (formation d'étudiants...).

Concernant le chômage et le travail : si on en parlait de façon globale beaucoup de candidats seraient obligés de révéler leurs véritables intentions (constituer une "armée de réserve du capital" pour détruire les droits sociaux). Le service national obligatoire pourrait être rétabli et redonner du sens au travail. La réindustrialisation, la régulation de l'immigration et le protectionnisme, ainsi que la réserve citoyenne (Etat employeur en dernier ressort) sont les principales mesures pour combattre le chômage.

Atelier 4

Intervenant : François Boulo *Avocat, très actif dans le mouvement des gilets jaunes, auteur de plusieurs ouvrages dont le dernier « Reprendre le pouvoir ». François Boulo pourra nous faire part de ses réflexions sur les voies pouvant amener un peuple à reprendre son destin en main.*

Le système politique doit être au service de la valeur travail. L'économie est une science humaine et profondément politique, tout le monde doit pouvoir se faire son avis sur l'économie. Il y a des fausses évidences à démasquer. Beaucoup de personnes projettent leur expérience sur la politique. Il faut se baser sur les grandes données économiques pour juger. Il y a 9 millions de pauvres. Il y a une baisse du niveau de vie pour 30% des plus pauvres. Le vote contestataire est passé de 25 à 48% entre 2012 et 2017. Les contestataires sont divisés, les autres sont unis autour de Macron. 25% de la société veut le statu quo. Le mur écologique qui se dresse devant nous va créer des désordres, car les intérêts privés sont dominants.

Il y a une prison des esprits : celle des mythes de la croissance, des bienfaits de la concurrence, de la dette (l'Etat serait en faillite), l'impossibilité d'imposer les plus riches, la nécessité de flexibiliser le marché du travail.

Il y a aussi une prison institutionnelle : l'UE et l'euro qui organisent la mise en concurrence des systèmes économiques (cf débat Chevènement/Attali de 1996).

Il y a enfin une prison médiatique (propagande des grands médias en faveur du néolibéralisme).

Beaucoup des hauts fonctionnaires sont dans une collusion d'intérêts, il faudrait interdire le pantouflage. Il n'y a plus de débats entre eux. Depuis 20 ans on a recruté les candidats sur leurs performances intellectuelles, mais ils ne travaillent pas, ils ne veulent prendre aucun risque de mettre leur carrière en danger. Notre élite intellectuelle devrait être visionnaire et créative. Or, elle est incapable de se remettre en cause.

L'individualisme triomphe, et la création artistique est dépolitisée. La liberté ne peut se penser que dans un cadre collectif. Les manifestants anti-passe ne font pas le lien avec l'ordre économique. Il faut se réapproprier le rôle de l'Etat, reprendre la main sur l'économie, sinon nous ne sommes plus en démocratie.

Quelles solutions ?

Il y a 1% de riches “irrécupérables”, 25% de gens aisés solidaires de ces 1%, et une masse de gens pas intéressée ou résignée. Il faut que ces gens-là puissent trouver un cadre quand ils vont se révolter. Certains Gilets Jaunes se sont laissés embarquer dans le complotisme. Ils ont été desservis par leur incapacité à se mettre d'accord sur ce qu'il faut faire. De plus les Gilets Jaunes les plus critiques sur le système ont subi un boycott médiatique .

Il faut travailler sur internet la qualité de la réflexion. Beaucoup de gens sont enfermés dans leur conviction. Le système nous a conditionné sur la compétition, le narcissisme, il faut aussi travailler sur soi. Dans ce cadre il faut développer une éthique de la connaissance (accepter de se tromper) et une éthique de la bienveillance (toujours essayer de comprendre pourquoi l'autre pense autrement).

François Boulo a décidé d'arrêter car il n'en pouvait plus de son impuissance. Les Gilets Jaunes lui ont fait espérer plus de changements. Mais la bourgeoisie est prête à s'allier avec l'extrême-droite. La colère des gens se canalise vers l'extrême-droite qui est intrinsèquement violente.

Débats

Des militants politiques ont reproduit leurs divisions dans le mouvement des Gilets Jaunes. L'épidémie s'arrête et le passe sanitaire va continuer. Macron s'en est servi pour discréditer tous les opposants au passe. Les gens les plus pauvres sont ceux qui ont le plus intérêt au débat.

François Boulo n'a pas de réponse tranchée sur l'euro, car il n'est pas économiste. Les dirigeants, s’ils étaient conséquents feraient appel à des hauts-fonctionnaires compétents pour réfléchir à ces questions, et évaluer les conséquences des sorties éventuelles de l'UE et de l'euro.

Pour ne pas dépendre des marchés financiers, nous pourrions faire comme au Japon : la dette y est entièrement détenue par des résidents. Il faudrait aussi reprendre un contrôle sur notre Banque Centrale.

L'Inspection Générale des Finances a importé l'idéologie managériale américaine qui a évincé les anciens hauts-fonctionnaires en faveur des cabinets de consultants.

Est-ce qu'on a du temps pour éviter les bouleversements ? Il ne faut pas s'adapter à l'adversaire, il faut l'envoyer paître. Si la population n'est plus aliénée à la société de

consommation, des changements radicaux sont possibles. Mais combien de personnes sont prêtes à renoncer aux biens matériels ? Il faut évaluer les marges de manœuvres par rapport à la conscience de la population. Si Macron gagne face à Zemmour, Zemmour risque de devenir le principal opposant à Macron.

La démocratie est le régime le plus exigeant pour le citoyen.

Atelier 5

Animateur : Bernard Teper

Bernard Teper a écrit plusieurs ouvrages dont "Penser la République sociale pour le 21ème siècle" (2 tomes). Il nous les présentera, dans le contexte des prochaines élections.

Que faut-il pour faire une révolution ? Il faut travailler aux conditions de la révolution, sans savoir ce que l'on fera concrètement. Pendant la révolution russe les bolcheviques étaient hostiles à une insurrection, mais ils en ont travaillé les conditions. Rien n'a été enclenché par les bolcheviques. Le soviet de Petrograd stoppe le coup d'Etat de Kerenski, puis la prise du pouvoir a lieu.

Une transformation sociale se fait en fonction du contexte culturel, économique et social du pays. Jean Jaurès a tiré les leçons de 1848 : la gauche au pouvoir doit modifier le droit de propriété. Il faut comprendre l'Histoire.

Il faut analyser le réel du présent. Il y a des lois du capitalisme, des lois monétaires. Le risque c'est de naturaliser une convention sociale (l'UE par exemple).

Il faut un modèle politique d'avenir. Il faut un mouvement de masse (comme les Gilets Jaunes) qui ne sera motivé que par un modèle politique. La République Sociale est le modèle dont il faut débattre. Le mouvement des Gilets Jaunes n'est pas une

jacquerie (révolte spontanée d'une catégorie sociale déterminée), c'est un véritable mouvement social.

Q'u'est-ce qui a manqué aux Gilets Jaunes ? La compréhension du passé et une analyse du présent. Il y avait un programme, mais pas de modèle politique, ni de stratégie. L'oligarchie avait tous les moyens : le contrôle des médias, la répression, l'empêchement d'occupation des ronds-points. Nos adversaires ont gagné la bataille culturelle.

La République Sociale

Elle s'inspire des écrits de Marx, Engels, Jaurès, Rosa Luxembourg, Gramsci et Bruno Trentin, secrétaire général de la CGIL (syndicat ouvrier en Italie), inspirateur des conseils ouvriers dans les années 1970 et auteur du livre "La cité du travail".

Un modèle politique tient compte de tout, c'est un processus évolutif. La République Sociale vient de la révolution de 1848, reprise par Engels et Jaurès. Jaurès reprend le modèle de 1848 et 1871 et l'adapte à un pays développé. Rosa Luxembourg et Gramsci mettent l'accent sur l'importance du processus démocratique. Ce modèle est à reprendre en tenant compte du néolibéralisme.

Les principes de la République Sociale sont : liberté, égalité, fraternité, laïcité, solidarité, démocratie, universalisme concret, sûreté et sécurité, souveraineté populaire et nationale, développement écologique et social.

Le système dominant a favorisé des intellectuels identitaires (Foucault, Deleuze,...) qui se traduit aujourd'hui par le mouvement "woke". Il vise à casser la gauche et à supprimer la lutte des classes.

Pour une présentation précise du projet de République Sociale, il est possible de consulter les liens suivants :

http://www.gaucherepublicaine.org/respublica/7396535/7396535

http://www.gaucherepublicaine.org/respublica/une-grande-reforme-de-la-propriete-la-socialisation-progressive/7396500

http://www.gaucherepublicaine.org/respublica/une-grande-reforme-de-la-securite-sociale-son-extension-a-la-securite-economique/7396511